

AÏN DEFLA

Le service de chimiothérapie ouvre ses portes aux patients

Mardi, en milieu de matinée, s'est déroulée, à l'hôpital Makour-Hamou de Aïn Defla, la cérémonie officielle de la mise en service de l'unité de chimiothérapie destinée à désengorger le CAC (Centre anti-cancer) de Blida, qui subit une pression énorme et qui n'est pas sans présenter de grandes difficultés de déplacement pour les patients de la wilaya de Aïn Defla.

L'ouverture de ce service s'est faite en présence du directeur du secteur de la santé, M. Mekki Tayeb, du directeur de l'hôpital, des représentants de la wilaya et de quelques députés.

Cette mise en service s'est opérée après que tout le plateau technique eut été réuni, à savoir l'équipement, la hotte de préparation des produits associés pour le traitement, le mobilier et surtout le personnel médical et paramédical.

Le service est aussi doté d'un service d'imagerie médicale avec scanner et d'un laboratoire d'analyses. Un service d'anapathologie qui jouxte la DSP vient compléter

un service qui était en dormance depuis 2005 et qui vient d'être modernisé, ré-équipé et activé grâce aux efforts de la wilaya du ministère de la Santé et du DSP.

Selon la fiche technique présentée, le service est coiffé par 2 oncologues, le D^r Abada Mohammed, major de promotion de la spécialité, en collaboration avec le D^r Aït Kaci Ali Salima, qui tous deux ont exercé durant 4 années au CAC de Blida. L'équipe médicale comprend en outre 2 hématologues, 2 médecins généralistes, 1 biologiste et 7 assistants paramédicaux.

Les 2 malades en traitement, interrogés, n'ont pas caché leur



Photo : DR

satisfaction de voir l'accès à ce type de soins très facilité et n'ont pas manqué de louanges aussi pour la qualité de leur prise en charge.

Le DSP, M. Mekki, prenant la parole, a souligné l'importance de la mise sur pied du service d'anapathologie, très utile pour, d'une

part déterminer le type de pathologie, et d'autre part pour assurer le dépistage précoce qui peut être décisif dans la prise en charge, à temps, de la maladie et surtout dans le domaine de la prévention.

On a noté la présence du P^r Boudjella Abdelkader Hakim, oncologue et du D^r Melsi Amine

chef du service de la formation médicale de l'hôpital Frantz-Fanon, tous deux exerçant au CAC et qui ont fait le déplacement pour la circonstance et assister leurs collègues.

Quant au coup de la dépense, uniquement pour la pharmacopée, la première facture s'est élevée à quelque 2,2 milliards de centimes, celle du CAC de Blida, avons-nous appris, dépasse les 200 milliards annuellement, mais la santé des citoyens n'a pas de prix surtout que ce fléau tend à prendre de l'ampleur avec ses formes variées et à atteindre des personnes sans distinction d'âge ni de sexe.

Karim O.

TIPASA

La recherche appliquée en débat

Ce fut en présence d'une grande affluence de personnalités scientifiques, chercheurs, doctorants, ingénieurs et opérateurs économiques, que se sont déroulées le 9 et le 10 mai les journées portes ouvertes sur la recherche appliquée, au Centre de recherche scientifique et technique en analyses physico-chimiques, sis à Bou Ismaïl.

Au-delà du traditionnel discours d'ouverture de ce type d'évènement, l'assistance a eu droit à un rappel pédagogique sur l'état des lieux de la recherche scientifique en Algérie et l'évaluation du parcours de nos universités comparativement à ce qui se fait à travers le monde. «Cinq chercheurs algériens ont publié dans une prestigieuse revue scientifique, et c'est un événement de taille pour notre jeune université», dira le directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique, le P^r R. Aourag, pour mettre en évidence les efforts de recherche de nos compatriotes.

Lors de ces portes ouvertes, plus de dix communications scien-

tifiques de haut niveau ont été présentées par l'élite algérienne de la recherche scientifique à l'instar du D^r Moussa Sehailia, D^r Maya Cherfaoui, D^r Lyes Ouabdeslam et du D^r Hamitouche, ainsi que des ingénieurs et des professeurs.

Le Centre de recherche de Bou Ismaïl, qui dépend du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, est à la tête de plusieurs divisions de recherche, à l'instar de la division chimie des matériaux, la chimie de l'environnement, des produits naturels et science des aliments et de la division santé, accompagnée de la plateforme technologique de valorisation des plantes aromatiques et médicinales.

Lors de ces journées portes ouvertes, il a été révélé qu'outre sa fonction de complémentarité incontournable avec l'économie et la recherche scientifique, ce centre permet d'accroître la visibilité et l'attractivité globale des scientifiques algériens, d'encourager la diffusion des connaissances dans une démarche transdisciplinaire, de promouvoir un label algérien de qualité scientifique et enfin de contribuer à la synergie de l'Université algérienne avec le tissu économique.

Ces journées portes ouvertes ont permis en outre à travers des visites guidées au profit de l'assistance de visiter les différents stands à l'instar des structures de la division chimie où les problèmes liés à l'environnement et à la pollution chimique de l'eau ont été mis en évidence.

En marge de l'activité de cette structure, il y a l'unité de recherche en environnement, qui

se taille la part du lion avec les analyses de l'eau de mer, l'analyse des pesticides dans l'environnement, l'analyse des polluants dans les eaux douces, l'analyse des contaminants de l'air, les compositions chimiques des aérosols, ainsi que la recherches des métaux lourds dans le lait, les poissons et les produits pharmaceutiques, ainsi que la recherche des parabènes dans les produits cosmétiques.

La division santé, dirigée par M^{me} Nadia Taibi, s'adjuge un créneau pharmaceutique de taille, à savoir la synthèse de nouvelles molécules à intérêt médical, mais aussi se penche sur l'étude et les tests des activités portant sur les biomolécules et leurs effets thérapeutiques, s'imposant en tant que nouvelles thérapies anticancéreuses notamment dans le traitement anticancéreux.

Houari Larbi

AÏN-TÉMOUCHENT

Une commission pour faciliter l'investissement touristique

Dans le but de promouvoir le tourisme dans la wilaya de Aïn-Témouchent, une réunion a eu lieu récemment, présidée par le chef de l'exécutif et ayant regroupé tous les directeurs exécutifs, les huit chefs de daïra et tous les secteurs en relation avec le tourisme.

Cette réunion se veut une opportunité pour donner un essor au tourisme et au développement local en application aux instructions du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui, selon le wali, exigent de prendre les mesures nécessaires pour encourager le tourisme local qui va de pair avec les capacités de toutes les zones naturelles du pays qui ne sont pas encore exploitées et

ceci dans le cadre des programmes tracés par les pouvoirs publics pour le développement local.

Le chef de l'exécutif a demandé à ce qu'on réunit toutes les conditions requises pour préparer l'environnement à un tourisme de qualité pour qu'il puisse devenir un produit rentable en matière de tourisme qui connaît une concurrence rude.

Lors de cette réunion, la priorité a été donnée à des mesures pratiques qui comportent l'évaluation précise de toutes les nouvelles zones de l'extension touristique même si celles-ci sont implantées dans le tissu urbain, l'étude des dossiers des investisseurs pour leur donner l'aval ou le refus dans un délai n'excédant les 15 jours, pour que les services de la wilaya puissent mettre à la disposition des investisseurs et les promoteurs touristiques des assiettes foncières réglementaires. En plus, ces investisseurs auront toute l'aide et l'assistance du point de vue administratif et technique et différentes facilités pour lancer leurs

projets. Ainsi, il a été décidé de créer une commission de wilaya pour faciliter l'investissement touristique, elle sera présidée par le secrétaire général de la wilaya et englobera tous les partenaires chargés de promouvoir le tourisme ainsi que les maires des communes côtières, cette commission devra se réunir selon les recommandations du chef de l'exécutif, à raison d'une fois par mois en présence des investisseurs locaux pour qu'ils puissent étaler toutes leurs préoccupations à l'assistance et éventuellement leur trouver les solutions possibles lors de ces réunions mensuelles.

S. B.

ORAN

Action de protestation des médecins résidents

L'appel à protester lancé par le comité des médecins résidents d'Oran a été largement suivi hier matin avec une forte mobilisation des résidents de plusieurs établissements de santé publique.

Regroupés devant le siège de la Direction générale du CHU d'Oran, les résidents ont affiché des banderoles, dénonçant une mauvaise loi sanitaire, «loi bâclée, médecine en danger» ou encore «oui à la santé, non à la répression des médecins». En fait, les résidents entendent s'opposer et veulent dénoncer une disposition nouvelle dans la loi sanitaire qui devrait passer devant le gouvernement, et qui fait du service civil une obligation.

Cette notion d'obligation ne passe pas chez les médecins résidents «le service civil va être de trois années obligatoires et sans répartition, cela veut dire que nous allons devoir postuler dans des DDS avec tout ce que cela implique comme passe-droits et piston pour l'octroi de postes».

Conscients que leur action peut être aussi mal prise par la population de l'intérieur du pays, qui souffre du manque de médecins, les résidents renvoient la balle dans le camp du ministère «qu'il ouvre des postes budgétaires là où il y a des manques et nous nous installerons dans les wilayas de l'intérieur du pays».

Par ailleurs, les médecins résidents ne croient pas aux déclarations du ministre qui a promis les logements de fonction pour ceux appelés à faire ce service civil et des incitations en matière de primes.

D'autres actions sont encore envisagées à l'échelle nationale pour faire infléchir les pouvoirs publics.

Fayçal M.